

**Union européenne - Iran : le Conseil  
affaires générales (cohésion)  
proroge d'un an les sanctions prises  
en réaction aux graves violations des  
droits de l'Homme - Communiqué  
de presse du Conseil de l'Union  
européenne**  
(Luxembourg, 12 avril 2018)

Le 12 avril 2018, le Conseil a prorogé jusqu'au 13 avril 2019 les mesures restrictives qu'il avait adoptées en réaction aux violations graves des droits de l'Homme commises en Iran. Ces mesures consistent en:

- une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'Union européenne et un gel des avoirs imposés à 82 personnes et une entité
- une interdiction des exportations vers l'Iran d'équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne ainsi que d'équipements de surveillance des télécommunications

Ces mesures ont été instituées pour la première fois en 2011. Les actes juridiques seront publiés au Journal officiel le 13 avril 2018./.